

# Le dossier libyen

Sources : <https://www.france24.com/fr/afrique/20210217-r%C3%A9volution-en-libye-la-situation-est-bien-pire-qu-il-y-a-dix-ans>; <https://www.france24.com/fr/afrique/20201111-libye-un-accord-conclu-sous-l-%C3%A9gide-de-l-onu-pour-permettre-des-%C3%A9lections>; <https://information.tv5monde.com/afrique/libye-ou-en-est-le-pays-dix-ans-apres-la-mort-de-kadhafi-429121>; [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/25/les-deux-hommes-forts-de-libye-se-rencontrent-en-france\\_5164595\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/25/les-deux-hommes-forts-de-libye-se-rencontrent-en-france_5164595_3212.html) ; <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/03/23/declaration-conjointe-du-president-emmanuel-macron-avec-mohamed-al-manfi> ; <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/05/29/conference-internationale-sur-la-libye> ; <https://www.courrierinternational.com/article/2011/03/24/chronologie> ; [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/chronologie-de-la-libye-1969-2011\\_781646.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/chronologie-de-la-libye-1969-2011_781646.html) ; <https://books.openedition.org/iremam/2489?lang=it>

# Aux origines de la crise libyenne

- En 1911, avec le débarquement à Tripoli, l'Italie entreprend l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, ensuite unifiées en 1934 pour former la colonie de la Libye : une colonisation brève et marquée par la guerre, voulue dans l'espoir de résoudre le problème de l'émigration italienne en offrant aux travailleurs nationaux sans emploi un débouché dans une région appartenant à la « mère patrie », mais sans tenir compte des besoins de la population locale
- Janvier 1943 : suite à la bataille d'El Alamein et au succès des Alliés, la Libye est libérée : les armées des forces alliées établissent des administrations militaires provisoires
- Mai 1946 : lors de la Conférence de la paix, le problème des anciennes colonies italiennes est posé : la Grande-Bretagne est favorable à l'unité et à l'indépendance de la Libye, alors que la France souhaite un mandat italien sous l'égide de l'ONU, mais la population libyenne réagit violemment, en particulier en Tripolitaine - les Anglais et les Américains demandent qu'un délai soit accordé pour résoudre le problème des colonies italiennes
- 1<sup>er</sup> juin 1949 : après de longues tractations, l'indépendance de la Cyrénaïque est prononcée par l'Emir Mohammed Idriss el-Sanoussi, qui affirme dans son discours que les deux autres provinces de la Libye, la Tripolitaine et le Fezzan, deviennent indépendantes à leur tour et le plus vite possible – la Tripolitaine n'a pas un chef politique, mais une mosaïque de factions, tandis que le Fezzan est soumis à l'occupation des troupes françaises

# Vers l'indépendance de la Libye

- 1950 : l'Assemblée nationale se réunit afin de trouver une solution pour que les trois provinces séparées deviennent un État unique
- Novembre 1949 : l'Assemblée générale de l'ONU décide que l'indépendance sera accordée dans les meilleurs délais et de toute manière, au plus tard en janvier 1952, autour d'un Roi
- 1952-1954 : les premières crises éclatent
- 1955-1958 : les découvertes de champs pétrolifères se succèdent et quatorze compagnies pétrolières internationales obtiennent des permis – le pétrole se trouve en grande partie en Cyrénaïque, et, pour ne pas aggraver le déséquilibre entre les trois provinces d'une part et pour répartir les richesses qui suivraient cette découverte, amender la Constitution autour d'une unification politique du pays devient essentielle
- Avril 1963 : le Roi Idriss annonce que le système fédéral n'était plus en vigueur et que le royaume de Libye deviendra un État unifié : l'État central devient la source de toute autorité et le Roi partage à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif – mais les factions, la famille, la tribu gardent encore leur place prépondérante et la plus grande partie de la vie sociale et politique du pays restera basée sur les groupes tribaux et leur clientèle
- 1<sup>er</sup> septembre 1969 : un petit groupe d'officiers proclame sa solidarité avec le monde arabe, sa participation à la guerre israélienne et sa neutralité sur le plan mondial – ils prônent l'égalité des citoyens et la juste répartition des richesses nationales autour du slogan « liberté, socialisme, unité » : par le coup d'État des "Officiers libres" contre le régime du Roi Mohammed Idriss el-Sanoussi, le colonel Mouammar Kadhafi, âgé de 31 ans, proclame la République

# La proclamation de la République...

- 1970 : les banques, les propriétés des colons étrangers puis les compagnies pétrolières sont nationalisées
- 1973 : le colonel Kadhafi lance la révolution culturelle islamique – l'armée libyenne occupe la bande d'Aozou dans le nord du Tchad, revendiquée par les deux pays, puis l'annexe en 1975
- 1977 : Mouammar Kadhafi instaure l'Etat des masses, il se rapproche de la Russie et adopte une politique anti-américaine, soutenant des mouvements révolutionnaires, et des groupes terroristes
- 1980 : la Libye intensifie son engagement au Tchad
- 1984 : rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne après qu'un tir en provenance de l'ambassade libyenne à Londres contre des manifestants tue une policière
- 1986 : des bombardements américains sur Tripoli et Benghazi font 101 morts dont la fille adoptive de Kadhafi
- 1987-1988 : défaites militaires au Tchad et rétablissement des relations diplomatiques avec le Tchad
- Février 1989 : rapprochement avec les pays du Maghreb ; Tripoli adhère à l'Union du Maghreb arabe

# Le régime de Mouammar Kadhafi

- Avril 1992 : le Conseil de sécurité de l'ONU décide un embargo aérien et militaire face au refus de Tripoli de collaborer à des enquêtes sur deux attentats terroristes aériens pour lesquels la Libye est en cause
- Septembre 1995 : opposé aux accords de paix israélo-palestiniens d'Oslo, Kadhafi fait expulser 30 000 réfugiés palestiniens de Libye
- Septembre 2000 : des émeutes contre des immigrés africains font plusieurs dizaines de victimes
- Mars 2002 : la construction d'un gazoduc destiné à approvisionner l'Europe est confiée à des compagnies italiennes, françaises et japonaises
- Janvier 2003 : la Libye est élue à la commission des droits de l'Homme de l'ONU au grand dam des organisations de défense des droits humains
- Septembre 2003 : l'ONU vote la levée des sanctions imposées à la Libye en 1992
- Décembre 2003 : la Libye annonce l'abandon de son programme de développement d'armes de destruction massive
- Mars 2004 : la visite de Tony Blair en Libye, la première d'un chef de gouvernement britannique depuis 1951, est suivie par la signature d'un contrat de prospection de gaz par la Royal Dutch Shell
- Avril 2004 : Washington lève ses sanctions contre la Libye mais celle-ci demeure sur la liste américaine des pays soutenant le terrorisme
- Octobre 2004 : levée des sanctions économiques européennes et de l'embargo sur les armes imposée à Tripoli ; Silvio Berlusconi inaugure avec Mouammar Kadhafi un gazoduc reliant les deux pays

# Le régime de Mouammar Kadhafi

- Janvier 2005 : lors de son premier appel d'offres depuis quarante ans, la Libye accorde quinze permis d'exploration à des sociétés étrangères, essentiellement américaines
- Mai 2006 : les Etats-Unis annoncent la reprise des relations diplomatiques de plein droit avec Tripoli et la suppression de la Libye de la liste des Etats soutenant le terrorisme
- Janvier 2007 : le gouvernement annonce le licenciement de 400.000 fonctionnaires sur un million, afin de consacrer la majeure partie du budget à l'amélioration des infrastructures
- Octobre 2007 : Tripoli est élu membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dont il a été exclu pendant plus de trente ans
- Août 2008 : Silvio Berlusconi présente des excuses à la Libye pour les exactions commises pendant l'occupation coloniale : l'Italie paiera 5 milliards de dollars de compensation en échange de la collaboration de Tripoli dans la lutte contre l'immigration clandestine
- Février 2009 : Kadhafi est élu à la tête de l'Union africaine, pour un an
- Juin 2010 : les autorités libyennes ordonnent au Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) de quitter le pays
- Octobre 2010 : l'Union européenne signe un "accord de coopération" avec la Libye visant à bloquer l'arrivée de migrants en Europe

# Le printemps arabe libyen...

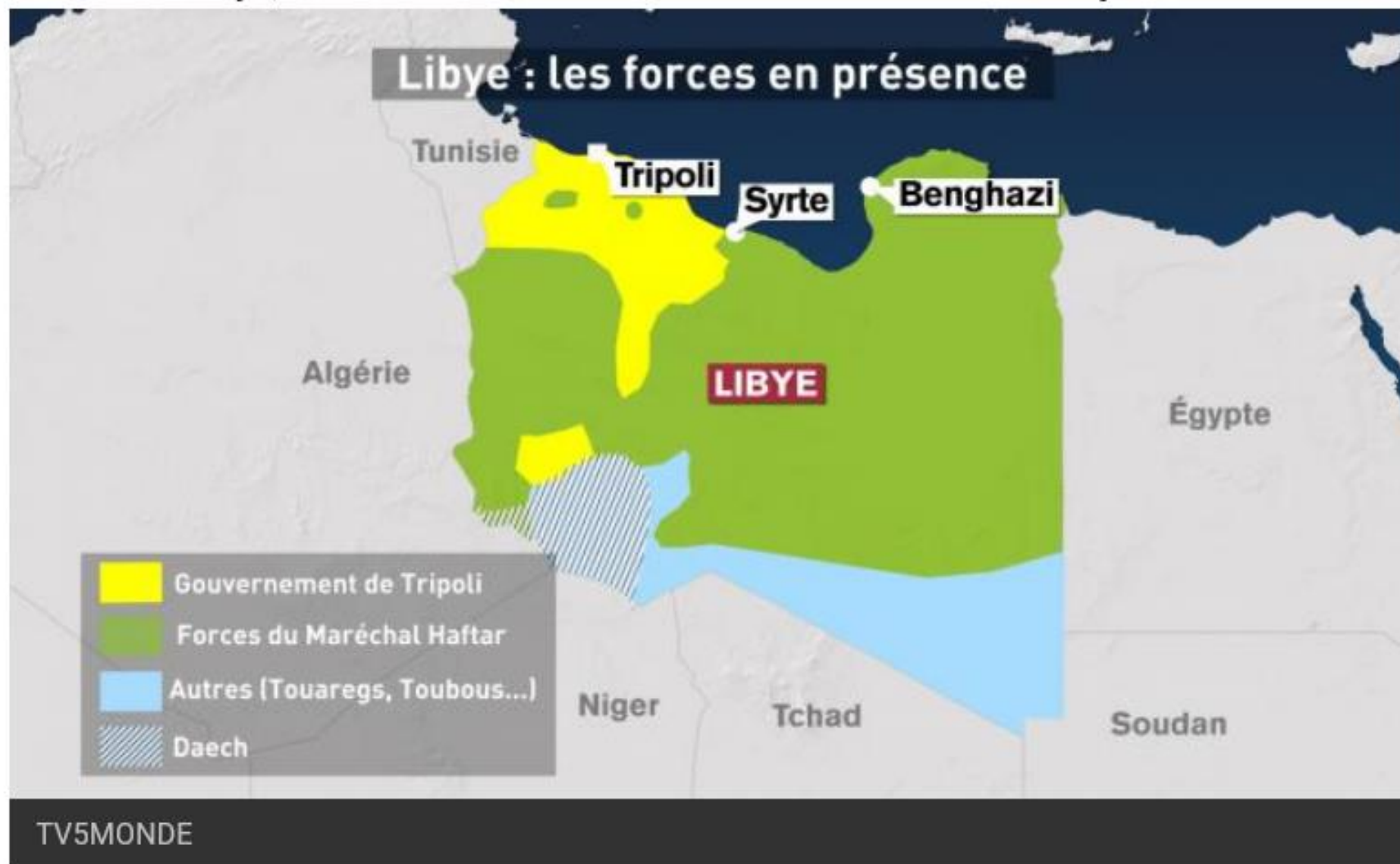
- 15 février 2011 : après l'arrestation d'un militant des droits de l'homme, l'avocat Fethi Tarbel, un sit-in est organisé à Benghazi pour réclamer sa libération ; Tarbel est relâché dans la nuit et la révolte contre le régime de Muammar Kadhafi prend ainsi son élan
- 17 février 2011 : une manifestation est organisée via un appel lancé sur Facebook
- 26 février 2011 : Résolution 1970 (2011) des Nations Unies instaurant, à l'encontre de la Libye, un embargo sur les importations et les exportations d'armes, ainsi qu'une interdiction de voyager et un gel des avoirs visant des personnes et des entités désignées
- 28 février 2011 : après l'ONU et les Etats-Unis, l'Union européenne décrète un embargo sur la vente d'armes et gèle les avoirs du clan Kadhafi
- 17 mars 2011 : Résolution 1973 (2011) des Nations Unies autorisant une intervention militaire internationale en Libye alors que les forces du régime de Kadhafi poursuivent leur avancée vers l'est du pays et menacent de reprendre Benghazi, dernier bastion des opposants – une coalition conduite par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, passe à l'offensive
- 27 mars 2011 : l'OTAN prend officiellement le commandement des opérations militaires menées dans le pays – peu à peu, des hauts dignitaires du régime de Kadhafi annoncent leur défection
- Mai 2011 : le procureur de la Cour pénale internationale demande aux juges de délivrer des mandats d'arrêt contre Mouammar Kadhafi, son fils Seif Al-Islam, et le chef des services de renseignements Abdallah Al-Senoussi pour crimes contre l'humanité – un mandat d'arrêt international à l'encontre de Mouammar Kadhafi, pour les crimes commis en Libye depuis le 15 février, est mis en place
- Août 2011 : la campagne des rebelles s'accélère, après des mois de pilonnage de cibles kadhafistes par les aviations françaises et britanniques

# ... et ses retombées

- 20 octobre 2011 : le Conseil National de Transition annonce la chute de Syrte et Mouammar Kadhafi est capturé et tué
- 23 octobre 2011 : Mustapha Abdeljalil, président du CNT, proclame la "libération" de la Libye et déclare que la législation du pays sera fondée sur la loi islamique
- 31 octobre 2011 : l'universitaire Abdel Rahim al-Kib est élu Premier ministre du gouvernement de transition
- Deux principaux camps : celui de l'Ouest, le gouvernement d'union (GNA) reconnu par les Nations Unies et basé à Tripoli, et celui de l'Est, incarné par le maréchal Khalifa Haftar qui dispose du soutien d'un Parlement élu et de son président, Aguila Saleh
- Une implication croissante de puissances étrangères : le GNA est soutenu militairement par la Turquie, tandis que le camp Haftar est notamment appuyé par les Émirats arabes unis, la Russie et l'Égypte
- Daech est présent dans le sud-ouest de la Libye
- Le maréchal Haftar, ancien proche de Mouammar Kadhafi, soutenu par le Parlement élu en 2014, cherche à empêcher la mise en place du gouvernement d'accord national de Favez al-Sarraj, dont il récuse la légalité
- 2014 : début d'une nouvelle guerre civile
- 17 décembre 2015 : l'accord de Skhirat vise à tenter de dissoudre les milices et à asseoir l'autorité du gouvernement, mais il est en fait inefficace



## Libye : les forces en présence



# L'action française sur le dossier libyen depuis 2017

- 25 juillet 2017 : Faïez al-Sarraj, le chef du gouvernement, et le maréchal Haftar sont prêts à signer une déclaration commune à La Celle-Saint-Cloud en présence du représentant des Nations Unies Salame – cette rencontre fait suite à celle du 3 mai 2017 à Abou Dhabi, échouée
- 29 mai 2018 : une conférence internationale sur la Libye se tient sous l'égide des Nations unies au Palais de l'Élysée : les responsables libyens et la communauté internationale sont invités à s'engager dans la mise en œuvre d'une feuille de route politique inclusive, pour sortir de la crise qui affecte le pays et la région

# Le printemps arabe libyen et ses conséquences

- Avril 2019-décembre 2019 : les Émirats arabes unis effectuent 1 000 frappes aériennes sur le sol libyen
- 2019 : la Turquie et le gouvernement de Tripoli, reconnu par l'ONU, signent un accord de délimitation maritime concernant les hydrocarbures, contesté par la plupart des pays riverains
- Décembre 2019 : la Turquie lance sa propre intervention militaire : les Émirats retirent leurs hommes et leurs drones, mais ils restent actifs dans la coordination de certaines opérations politiques
- 2020 : la défaite de Khalifa Haftar
- 31 mars 2020 : l'UE lance l'Opération EUNAVFOR MED IRINI avec des moyens aériens, satellites et maritimes pour faire respecter l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à la Libye, contribuant au processus de paix dans le pays
- 5 juin 2020 : résolution 2526 (2020) des Nations Unies autorisant pour une nouvelle période de 12 mois l'inspection des navires en haute mer en vue d'assurer le « strict respect » de l'embargo sur les armes imposé à la Libye par la résolution 1970 (2011)
- Août 2020 : la Turquie entre en discussion avec les autorités libyennes pour procéder à des recherches gazières et pétrolières dans le pays

# Un long processus de transition sous l'égide des Nations Unies

- 11 novembre 2020 : l'ONU annonce que les représentants libyens réunis à Tunis pour des négociations concluent un accord préliminaire dans le but d'organiser des élections sous 18 mois
- Janvier 2021 : un scrutin décisif a eu lieu près de Genève pour désigner Abdel Hamid Dbeibah comme Premier ministre transitoire, aux côtés de trois membres formant un Conseil présidentiel chargé de reconstruire politiquement la Libye
- Avril 2021 : Abdel Hamid Dbeibah reçoit le président turc Recep Tayyip Erdogan pour convenir de maintenir l'accord de 2019 sur les hydrocarbures
- 23 mars 2021 : Emmanuel Macron reçoit Mohamed Al-Manfi, Président du Conseil présidentiel libyen et Moussa Al-Koni, vice-Président du Conseil présidentiel libyen (<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/03/23/declaration-conjointe-du-president-emmanuel-macron-avec-mohamed-al-manfi>) – la France assure un soutien «complet» aux Libyennes et aux Libyens
- 24 décembre 2021 : l'ONU a fixé à cette date la tenue d'élections présidentielle et législatives, mais ces délais sont difficilement tenables car le pays doit se doter d'une nouvelle constitution – il faut d'abord former un gouvernement et rédiger une Constitution, dissoudre les milices, sceller la réconciliation nationale, réunifier les institutions (gouvernement et parlement), écarter les forces étrangères

# Les enjeux géopolitiques de la crise libyenne

- Le pays, très riche sur le plan des matières premières, comme le pétrole ou les minerais comme l'or, suscite de nombreuses convoitises – deuxième plus grande réserve pétrolière d'Afrique après le Nigeria, la Libye détient 3% des réserves mondiales de pétrole – les deux tiers du PIB national
- La Libye est toujours plongée dans un chaos politique, économique et social sans précédent – divisée à l'est et à l'ouest, elle possède deux parlements, deux armées et deux banques centrales rivales qui émettent chacune de la monnaie
- Quelque 3000 milices armées se partagent les revenus de la rente pétrolière – des divisions largement alimentées par les puissances régionales
- Le pays continue de s'appauvrir, les revenus et la qualité de vie des classes moyennes ont baissé

# Les enjeux géopolitiques de la crise libyenne

- Au-delà de la division est-ouest, la Libye est encore plus divisée entre le peuple et ses élites – une fracture entre les dirigeants, qui ont le regard tourné vers les capitales étrangères, et le peuple, qui ne croit plus en ses chefs corrompus
- Le pays est confronté à de nombreuses crises : manque de cohésion dans le système de gouvernance, corruption, un système sécuritaire complètement fragmenté, risque de partition entre l'est et l'ouest, présence de groupes terroristes, de trafiquants de tous ordres
- La situation en Libye est un problème de sécurité, de stabilité qui la dépasse et qui touche la plupart de ces pays avec des conséquences graves sur les pays voisins, sur tout le Sahel et une déstabilisation potentielle en Afrique mais aussi au Proche et Moyen-Orient

# La France, l'UE et les Nations unies face aux enjeux géopolitiques de la crise libyenne

*« Et c'est donc aussi un agenda méditerranéen, africain et sahélien qui se joue en Libye. [...] Je considère que notre responsabilité, c'est d'abord et avant tout d'avoir une unité européenne pour y parvenir. Et je ferai absolument tout pour que, avec nos amis italiens, allemands, l'ensemble des membres de l'Union européenne [...], pour que nous agissions en Européens tous ensemble, au service de cet agenda. L'agenda de l'Europe doit être un agenda au service de la Libye, de ce projet politique, d'une aide aux Libyennes et aux Libyens. Et aucun autre agenda n'a de place. Aucun autre agenda industriel, économique et financier ne saurait prévaloir. [...] Je veux ici vraiment saluer le travail remarquable qu'ont fait les Nations Unies ces derniers mois pour parvenir à cet agenda et pour avoir la chance de vous avoir aujourd'hui. [...] Enfin, je veux vous dire que nous serons à vos côtés pour vous aider aussi dans cette période à faire face à l'agenda sanitaire qui les le vôtre, vous aider à ce que les populations puissent être protégées, accompagnées face au virus de la Covid-19, continuer à former les jeunes Libyennes et Libyens, en particulier les jeunes filles, continuer les projets de développement [...] et réussir à porter des projets de développement économique [...]. Et puis, je veux aussi que nous puissions vous aider à véritablement recouvrer le plein contrôle de vos frontières, lutter contre les réseaux de trafiquants [...] en partenariat avec tous les pays voisins. [...] Au fond, un agenda au service des Libyennes et des Libyens, au service de la Libye, de sa souveraineté et de sa stabilité. » (Emmanuel Macron, déclaration du 23 mars 2021)*